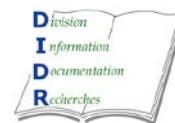


22 août 2019



L'application de l'accord de paix, les persécutions à l'encontre de guérilleros démobilisés des FARC-EP ou de l'ELN, et la persistance des conflits armés intérieurs

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Un processus de paix engagé mais inachevé	3
1.1. L'accord de paix entre le gouvernement et les FARC-EP	3
1.2. Le programme de réintégration des ex-combattants des FARC-EP	4
1.3. Un processus d'intégration inachevé	5
1.4. Dissidence parmi les combattants démobilisés et intensification des conflits armés	5
2. Violences et persécutions à l'encontre d'ex-guérilleros.....	7
2.1. Une augmentation préoccupante des assassinats	7
2.2. Les zones les plus touchées	8
2.3. Une multiplicité d'auteurs de persécution	9
2.4. Une protection insuffisante des autorités	10
3. Les groupes de guérilla réfractaires au processus de paix actuel	12
3.1. Les dissidents des FARC-EP	12
3.1.1. Les forces actuelles et leur organisation	12
3.1.2. Les zones d'implantation.....	13
3.1.3. Les alliances des dissidents des FARC-EP	14
3.1.4. Mode opératoire, repérage des cibles, et exactions commises.....	14
3.2. L'Armée de libération nationale (ELN)	15
3.2.1. L'ELN, ses objectifs, son évolution récente	15
3.2.2. Les forces actuelles et leur organisation	16
3.2.3. Les zones d'implantation.....	16
3.2.4. Les alliances passées par l'ELN	17
3.2.5. Mode opératoire, repérage des cibles, et exactions commises.....	17
Bibliographie	19

Résumé : Le processus de réintégration des ex-combattants prévu par l'accord de paix conclu en 2016 entre les FARC-EP et le gouvernement est encore inachevé. Parmi les défis les plus préoccupants qu'il rencontre figure l'augmentation persistante des assassinats d'anciens combattants et l'intensification de conflits armés locaux, notamment ceux issus de groupes dissidents des FARC-EP et de l'Armée de libération nationale (ELN).

Abstract: The process of reintegration of ex-guerrilleros in accordance with the 2016 Peace Agreement is still under way. Among the most worrying challenges it faces are the sustained increase in the killing of ex-combatants and the intensification of local armed conflicts, particularly those from dissident groups in the FARC-EP and the National Liberation Army (ELN).

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Un processus de paix engagé mais inachevé

1.1. L'accord de paix entre le gouvernement et les FARC-EP

A la suite de négociations compliquées, la signature de l'accord de paix final¹ entre le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - Ejército del Pueblo*, FARC-EP) du 24 novembre 2016² a ouvert une ère nouvelle de pacification et de réconciliation pour la Colombie meurtrie par plus d'un demi-siècle de conflit armé interne ayant coûté la vie à plus 200 000 personnes³. Les FARC, d'inspiration communiste, ont été fondées en 1966 par un petit groupe de guérilleros d'origine paysanne en lutte contre les grands propriétaires latifundiaires qui accaparaient les terres⁴.

Selon les chiffres publiés par l'instance colombienne « Unité pour l'attention et la réparation intégrale aux victimes » (*Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas*)⁵ relayés par Amnesty International (AI)⁶, le bilan du conflit représente « un total de 8 532 636 victimes [dont] 363 374 victimes de menaces, 22 915 victimes de crimes sexuels, 167 809 victimes de disparitions forcées, 7 265 072 victimes de déplacement forcé et 11 140 victimes de mines antipersonnel. Pour la première fois, entre janvier et octobre 2017, les crimes commis contre 31 047 victimes du conflit armé ont pu être enregistrés⁷ ».

Lors d'une réunion tenue en avril 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU a rappelé que : « L'accord de paix final de la Colombie est un accord général qui comprend des engagements interdépendants visant à mettre fin au conflit et à encourager la réforme rurale, la participation politique, **la réintégration des anciens combattants**, la sécurité des communautés touchées par le conflit, la substitution des cultures illicites et la justice transitionnelle⁸ ». Au plan politique, l'accord a notamment prévu la création d'un parti politique représentant l'ex-organisation des FARC-EP, dont la direction a fondé en août 2017⁹ **un parti politique intitulé Force alternative révolutionnaire commune** (*Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común*, FARC) qui a participé pour la première fois aux élections législatives de 2018¹⁰. Selon le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères¹¹, la FARC a renoncé à présenter un candidat à la présidentielle après avoir réalisé un score très faible aux législatives de mars 2018 (0,4% des voix). Les élections présidentielles de juin 2018 ont été remportées par Ivan Duque (54 % des voix), un proche de l'ancien président Alvaro Uribe (2002-2010) et un adversaire de l'accord de paix obtenu par son prédécesseur, Juan Manuel Santos (2010-2018)¹². Après son élection, le président nouvellement élu a expliqué qu'il comptait apporter des « correctifs » à l'accord de paix de

¹ Colombie, Alto Comisionado para la paz, *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*, 24/11/2016, 310 p.

² Cable News Network (CNN), *Al menos 130 excombatientes de las FARC han sido asesinados tras la firma de la paz en Colombia*, 20/06/2019.

³ France Diplomatie, *Présentation de la Colombie*, 04/04/2019.

⁴ OSPINA Hernando Calvo, *Colombie : Derrière le Rideau de fumée, histoire du terrorisme d'Etat*, Pantin, Le Temps des cerises, 2008, p. 108-109.

⁵ Cette unité a été créée par la Loi 1148 de 2011. Elle est notamment chargée de recenser et indemniser les victimes du conflit.

⁶ Amnesty International, *Colombia 2017/2018*, s. d.,

⁷ *Ibid.*

⁸ ONU, *Security Council 8511th meeting [S/PV.8511]*, 12/04/2019.

⁹ Le Monde, *En Colombie, l'ex-guérilla des FARC lance son parti*, 01/09/2017.

¹⁰ Peace Brigades International (PBI), "Colombia 2018: integral accompaniment in time of uncertainties", 04/06/2018; Le Monde, 01/09/2017.

¹¹ France Diplomatie, *Présentation de la Colombie*, 04/04/2019.

¹² Le Monde, *Ivan Duque, le candidat de la droite, remporte la présidentielle en Colombie*, 17/06/2018 ; France Diplomatie, *Présentation de la Colombie*, 04/04/2019.

manière à « garantir vérité, justice et réparation » aux victimes du conflit, et qu'il veillerait à ce que soit traduits en justice les ex-FARC-EP qui se sont rendus coupables de crimes graves¹³.

1.2. Le programme de réintégration des ex-combattants des FARC-EP

La première phase de l'accord de paix a consisté en la **démobilisation** des combattants des FARC-EP qui ont adhéré au processus de paix. Au cours de cette phase, ces derniers ont été regroupés durant trois mois dans 22 « zones transitoires de normalisation » (*zonas veredales transitorias de normalización*) et 6 « points de normalisation » leur permettant notamment de déposer leurs armes¹⁴.

Le 15 août 2017, les zones transitoires de normalisation ont été remplacées par des « **Espaces territoriaux de formation et de réincorporation** » (*Espacios Territoriales de Capacitación y Reincorporación, ETCR*) administrés par l'Agence pour la réintégration et la normalisation (*Agencia para la Reincorporación y la Normalización, ARN*) sous tutelle de la Présidence de la République. Au sein des ETCR sont prévues des activités de formation et de réincorporation précoce devant faciliter les phases initiales d'adaptation des membres des FARC-EP à la vie civile¹⁵.

L'ARN précise que les ex-membres des FARC-EP ayant accompli leur enregistrement lors de leur séjour de trois mois dans les zones transitoires retrouvent leur pleine citoyenneté et ont **le droit de se déplacer librement** sans devoir s'installer dans un ETCR. Par conséquent, l'offre de réincorporation est mise en œuvre à la fois dans les ETCR et en dehors d'eux¹⁶.

Les espaces ETCR sont programmés pour une durée de 24 mois, **leur statut juridique transitoire prenant fin le 15 août 2019**. Selon l'ARN, cela n'implique par l'expulsion des ex-combattants et de leurs familles des 24 espaces ETCR, car le gouvernement entend mettre en œuvre une stratégie de transition pour les zones dont le territoire présente des difficultés pour s'y installer de manière pérenne¹⁷. Un récent article du *Monde diplomatique*¹⁸ a expliqué qu'à compter du 15 août 2019, les mesures d'accompagnement cesseraient et que « tous les ETCR perdront leur statut juridique ainsi que la protection de l'armée. De la même façon, l'État cessera de verser les 740 000 pesos (environ 205 euros) qu'il alloue chaque mois aux combattants démobilisés¹⁹ ».

Ces étapes sont accompagnées d'un processus de réintégration progressive dans la vie civile²⁰. **La réintégration**, telle que prévue dans l'accord de paix, consiste en un ensemble de **mesures d'accompagnement d'une durée de six ans et demi** que l'État colombien, au travers de l'Agence ARN, propose aux « personnes démobilisées des groupes armés organisés en marge de la loi » (GAOML), qui n'ont pas commis de crimes contre l'humanité, et qui veulent réintégrer la vie sociale et économique.

L'objectif de ce processus de stabilisation socio-économique étant que leur réintégration s'inscrive dans la durée, les personnes démobilisées bénéficient non seulement d'une

¹³ Le Monde, 17/06/2018 ; France Diplomatie, 04/04/2019.

¹⁴ Colombie, *ABC del Acuerdo final, Cartilla pedagógica*, 2016.

¹⁵ Colombie, Agencia para la Reincorporación y la Normalización (ARN), *La Reincorporación, Espacios Territoriales de Capacitación y Reincorporación (ETCR)*, s.d.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Le Monde diplomatique, *Ici, c'est la guérilla qui dirige*, 01/08/2019.

¹⁹ Le Monde diplomatique, 01/08/2019.

²⁰ Colombie, *ABC del Acuerdo final, Cartilla pedagógica*, 2016.

éducation, d'une formation professionnelle et d'un soutien psychosocial, mais aussi d'une aide pour promouvoir leurs projets productifs. Par ailleurs, les actions de Réincorporation sont convenues et définies conjointement avec l'ARN²¹.

En avril 2019, l'Agence pour la réintégration et la normalisation (*Agencia para la Reincorporación y la Normalización*, ARN) sous tutelle de la Présidence de la République, citée par le Conseil de sécurité de l'ONU²², a identifié « plus de 10 500 anciens membres des FARC-EP dans le cadre du processus de réintégration ». **Fin juin 2019**, le Conseiller présidentiel pour la stabilisation et la consolidation a déclaré que **plus de 13 000 personnes ont déposé les armes** et ont été enregistrées par le Haut-Commissariat pour la paix (*Oficina del Alto Comisionado para la Paz -OACP*) et que parmi elles, près de 12 000 sont en voie de réintégration dans la vie civile²³.

1.3. Un processus d'intégration inachevé

En avril 2019, le Conseil de sécurité de l'ONU a rappelé que les progrès étaient insuffisants en termes de réinsertion juridique, socioéconomique et politique des anciens combattants, l'un des membres de cette réunion ayant même insisté sur l'urgence de leur **assurer sécurité et emploi dont l'absence conduit à un accroissement de la dissidence** dans leurs rangs²⁴. Au cours de l'été 2019, la délégation du Conseil de sécurité de l'ONU en visite en Colombie pour la vérification de la mise en œuvre de l'accord de paix a souligné que **l'un des défis à relever les plus préoccupants est celui des assassinats d'anciens guérilleros des FARC-EP**, un phénomène qui risque de mettre un terme au processus de paix²⁵.

Pour le groupe de réflexion *Fundación Ideas para la Paz* (FIP)²⁶ :

« Le problème majeur de la réintégration provient du fait qu'elle a été réalisée par un **processus d'atomisation et de dispersion** [des troupes] qui a mis à l'épreuve les capacités du gouvernement et des FARC. Actuellement, **un tiers des ex-combattants font partie des ETCR, tandis que les autres ont suivi d'autres voies de réincorporation individuelle et collective, comme celle des Nouveaux Points de Regroupement (NPR)**. En avril 2018, des estimations ont montré qu'il y avait 31 nouveaux campements des FARC abritant près de 1 800 ex-combattants, une tendance qui ne cesse de croître. [De surcroît] la localisation de 9% des ex-combattants est inconnue, sans que cela signifie qu'ils soient illégaux ou liés à un groupe armé illégal²⁷».

1.4. Dissidence parmi les combattants démobilisés et intensification des conflits armés

Si plus de 10 000 guérilleros des FARC-EP ont accepté de déposer les armes pour suivre le processus de réinsertion prévu par l'accord de paix, d'autres, rejetant ce dernier, sont entrés en dissidence, tout en se réclamant de l'héritage des anciennes FARC-EP. D'autres encore, déçus après avoir adhéré au processus de démobilisation et de réintégration, sont

²¹ Colombie, Agencia para la Reincorporación y la Normalización (ARN), *La Reintegración ¿Qué es la Reintegración?*, s.d.

²² ONU, 12/04/2019.

²³ El Universo, *Gobierno de Colombia dará más protección a exguerrilleros de las FARC tras asesinatos*, 27/06/2019.

²⁴ ONU, 12/04/2019. P.9.

²⁵ France 24, *La "preocupación" de la ONU en Colombia es el asesinato de líderes sociales y exguerrilleros*, 14/07/2019.

²⁶ Fundación Ideas para la Paz (FIP), *¿Cómo están las condiciones de seguridad de los excombatientes de las FARC?*, 03/08/2019.

²⁷ Fundación Ideas para la Paz (FIP), 03/08/2019.

retournés grossir les rangs de la dissidence. Etant donné la difficulté à recenser le nombre exact de membres que compte chaque groupe armé sur le terrain, les chiffres disponibles divergent selon les sources.

L'ONG colombienne Indepaz (*Instituto de Estudios sobre Paz y Desarrollo, Indepaz*)²⁸ opère une distinction entre **trois catégories de groupes formés après le désarmement** des FARC-EP : **les dissidents, les groupes réarmés pour des activités illégales** (*Rearmados para Negocios Ilegales, RNI*), et enfin **les groupes de sécurité qui soutiennent le trafic de drogue et les syndicats du crime organisé** (*Grupos de Seguridad del Narcotráfico y Mafias, GSNM*). Sur les quelque 2 500 membres des FARC-EP (après le désarmement) comptabilisés par Indepaz, **900** seraient des **récidivistes réarmés**, **300** seraient des **dissidents** n'ayant pas participé au processus de désarmement, et **1 300** correspondraient à de **nouvelles recrues**.

D'après les chiffres à disposition du Secrétariat général de l'ONU relayés par le Conseil de sécurité, à la fin de l'année 2018, **le nombre d'ex-combattants ayant repris les armes s'élèverait à près de 2 000, dont cinq hauts responsables militaires et un nombre important de commandants de terrain**²⁹. Un article publié en janvier 2019 par le média colombien *El Espectador*³⁰ souligne que **plusieurs ex-dirigeants des FARC-EP font l'objet d'une notice rouge auprès d'Interpol** et sont recherchés par la police³¹. Certains ont disparu de leur zone de réincorporation, tel Carlos Alberto García *alias* Hernán Darío Velásquez ou *el Paisa*, ou ont rejoint la dissidence des FARC-EP dans le maquis comme Miguel Santillana Botache *alias* Gentil Duarte. Selon cette même source³², parmi les anciens dirigeants des FARC-EP, certains ont réintégré la vie civile, tandis que d'autres occupent des postes de responsables au sein du nouveau parti politique FARC, notamment Milton de Jesús Toncel *alias* Joaquín Gómez et Jesús Emilio Carvajalino *alias* Andrés Paris³³.

Pour l'ONG internationale AI³⁴, la **faible présence de l'État dans les zones historiquement contrôlées par les FARC-EP** a facilité la prise de contrôle de certaines régions par divers groupes armés illégaux, ravivant un climat d'insécurité pour les populations locales, particulièrement parmi les communautés paysannes, celles d'origine africaine, ou les communautés autochtones. AI considère que : « Le conflit armé s'est intensifié dans certaines régions de la Colombie à la suite d'affrontements armés entre des guérilleros de l'ELN, des groupes paramilitaires, et des forces de l'État qui tentaient de combler le vide créé par la démobilisation des FARC³⁵ ».

De la même manière, le Comité international de la Croix Rouge (CICR)³⁶ estime que cette situation a contribué à alimenter de nouvelles dynamiques de conflits en raison de la présence persistante de groupes armés réfractaires, motivés à réinvestir une partie du territoire désertée par les FARC-EP : « La vacance du pouvoir laissée par l'ancien groupe

²⁸ Instituto de Estudios sobre Paz y Desarrollo (Indepaz), *Localized armed conflicts. Report on illegal armed groups in Colombia 2017-2018*, 12/12/2018. p. 6 -7.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *El Espectador*, *Los exguerrilleros buscados por Interpol*, 09/01/2019.

³¹ Pour plus d'informations sur tous les dirigeants recherchés par la Colombie, voir l'article : *El Espectador*, *Los exguerrilleros buscados por Interpol*, 09/01/2019.

³² *El Espectador*, 09/01/2019.

³³ *Ibid.*

³⁴ Amnesty International, *Colombia 2017/2018*, s. d.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Comité international de la Croix Rouge (CICR), *Cinq conflits armés – que se passe-t-il actuellement en Colombie ?*, 06/12/2018.

FARC-EP a provoqué **des affrontements entre d'autres groupes armés organisés, notamment entre l'ELN³⁷ (Armée de libération nationale) et l'EPL³⁸ (Armée populaire de libération)** » pour la conquête de zones qu'ils convoitaient³⁹.

Le Conseil de sécurité de l'ONU⁴⁰ a repris l'analyse du CICR⁴¹ selon laquelle la situation actuelle est plus problématique que lors de la signature de l'accord de paix, car il sévit aujourd'hui dans le pays pas moins de cinq conflits internes en cours d'intensification que le CICR qualifie de la façon suivante :

« Des conflits armés, régis par le droit international humanitaire (DIH), et d'autres situations de violence, régies par le droit interne et le droit international des droits de l'Homme, coexistent actuellement en Colombie. Le CICR estime aujourd'hui qu'au moins **« cinq conflits armés non-internationaux (CANI) se déroulent dans le pays, dont quatre entre le gouvernement colombien et respectivement l'ELN, l'EPL, les AGC (Autodefensas Gaitanistas de Colombia – groupes d'autodéfense colombiens) et les anciennes structures du Bloc oriental des FARC-EP qui ont rejeté le processus de paix. Il existe en outre un cinquième CANI entre l'ELN et l'EPL, dont l'épicentre est la région de Catatumbo⁴² »**. Selon le ministère colombien de la Défense, relayé par le Conseil de sécurité de l'ONU, **l'ensemble de ces acteurs armés illégaux représenterait jusqu'à 10 000 combattants⁴³**.

Pour sa part, l'ONG colombienne Indepaz⁴⁴ considère que la Colombie est passée d'une situation de crise de niveau national marquée par des conflits armés internes, à des affrontements régionaux ou localisés. D'après Indepaz, contrairement à la période précédente, **les groupes armés actuels** sont dirigés par des commandants de rang moyen ou par des jeunes qui **n'agissent plus vraiment en fonction de convictions idéologiques visant la conquête du pouvoir** ou la confrontation avec les forces de l'État. Au contraire, ces groupes, qui entendent contrôler des territoires stratégiques, cherchent à coopter les autorités pour camoufler leurs activités, voire à collaborer avec elles dans des **entreprises illégales**. Le para-militarisme colombien serait en train de passer selon Indepaz à des modalités proches du « narco-para-militarisme » et du crime organisé.

2. Violences et persécutions à l'encontre d'ex-guérilleros

2.1. Une augmentation préoccupante des assassinats

La réapparition de foyers de guérillas a touché plusieurs catégories de la population, notamment les responsables d'ONG de défense de l'environnement ou les paysans qui ont commencé à appliquer le changement de cultures prévu par l'accord de paix, comme le remplacement de la culture de marijuana ou de coca par d'autres cultures (cacao, etc.).

³⁷ En espagnol : « *Ejército de Liberación Nacional, ELN* ». Pour plus d'informations, voir la partie [3.2] de la présente note.

³⁸ L'Armée de libération nationale (*Ejército Popular de Liberación, EPL*), souvent désignée par les autorités de « *Pelusos* », est un petit groupe de guérilleros d'inspiration maoïste constitué en 1967. Démobilisé en 1991, une fraction dissidente a toutefois poursuivi ses actions, notamment en lien avec des activités criminelles. Sources : OSPINA Hernando Calvo, *Colombie : Derrière le Rideau de fumée, histoire du terrorisme d'Etat*, Pantin, Le Temps des cerises, 2008, p.112 ; Fundación Ideas para la Paz (FIP), « Crimen organizado y saboteadores armados en tiempos de transición : radiografía necesaria », 15/07/2017, p.33.

³⁹ Comité international de la Croix Rouge (CICR), 06/12/2018.

⁴⁰ ONU, 12/04/2019.

⁴¹ CICR, 06/12/2018.

⁴² *Ibid.*

⁴³ ONU, 12/04/2019.

⁴⁴ Instituto de Estudios sobre Paz y Desarrollo (Indepaz), *Localized armed conflicts. Report on illegal armed groups in Colombia 2017-2018*, 12/12/2018. p.6 -7.

Depuis fin 2016, le Bureau du Médiateur a recensé **462 victimes** tandis que, pour l'ONG colombienne Indepaz et le mouvement "*Marcha Patriótica*", **plus de 800 personnes ont été tuées** depuis le début de la période post-conflit⁴⁵.

Les ex-guérilleros démobilisés sont devenus une cible régulière de divers groupes armés. D'après les données relayées par le média colombien *El Espectador*⁴⁶, entre novembre 2016 et juin 2018, 76 ex-combattants ont été assassinés⁴⁷ dans 18 départements de Colombie. Il ressort notamment que 20% des victimes (soit au moins 13 personnes) étaient enregistrées dans les zones rurales ou les ETCR⁴⁸.

Depuis la signature de l'accord de paix en 2016, le nombre d'assassinats d'ex-guérilleros n'a cessé de croître. D'après les estimations publiées en août 2019 par le Monde diplomatique⁴⁹: « Depuis trois ans, plus de cinq cents (500) militants de mouvements sociaux et **près de cent cinquante (150) anciens combattants ont été assassinés**⁵⁰ ».

2.2. Les zones les plus touchées

*Colombia Reports*⁵¹, une plateforme colombienne d'informations, estime que la situation sécuritaire est particulièrement délicate dans le sud-ouest de la province de Nariño et dans le nord-ouest d'Antioquia⁵².

De même, selon le média colombien *El Espectador*⁵³, la violence contre les anciens guérilleros est endémique dans le département de **Nariño** (20 assassinats), particulièrement à Tumaco, dans le département d'**Antioquia** (13 assassinats), notamment à Ituango, ainsi que dans le département du **Cauca** (10 assassinats).

Dans le département du **Nariño**, la situation sécuritaire a été impactée par l'expansion de l'Armée de libération nationale (*Ejército de Liberación Nacional*, ELN), surtout le long de la côte Pacifique et dans le centre de ce département⁵⁴, tandis que dans le département d'**Antioquia**, les assassinats survenus dans quatre municipalités ont été attribués aux groupes paramilitaires dits d'Autodéfense gaitanistes de Colombie (*Autodefensas Gaitanistas de Colombia*, **AGC**)⁵⁵.

Selon la revue *Noche y Niebla*⁵⁶, en décembre 2017, onze ex-combattants des FARC-EP qui venaient d'être libérés de prison ont été assassinés dans le département d'Antioquia, vraisemblablement par des paramilitaires.

⁴⁵ France 24, 14/07/2019.

⁴⁶ El Espectador, *Así están asesinando los exguerrilleros de las Farc*, 13/08/2018.

⁴⁷ Ce chiffre a été obtenu par la compilation de données effectuée par *Rutas del Conflicto* et *Colombia 2020* (par le biais de la plate-forme *La Paz en el terreno*) qui ont analysé la base de données du Corps d'élite de la Police, celle du Bureau de l'Ombudsman - *Defensoría del pueblo*, celle du Bureau du Haut-Commissariat pour la paix, ainsi que les publications des médias. Source : El Espectador, 13/08/2018.

⁴⁸ El Espectador, 13/08/2018.

⁴⁹ Le Monde diplomatique, 01/08/2019.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Colombia Reports se présente comme étant la plus grande source d'informations indépendantes de Colombie (en anglais et en espagnol) et bénéficie d'un partenariat avec BBC et Dow Jones. : <https://colombiareports.com/>

⁵² Colombia Reports, *Colombia 'exhausted protection measures' for former FARC guerrillas: interior minister*, 24/01/2018.

⁵³ El Espectador, 13/08/2018.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Banco de datos de violencia política, *Revista Noche y Niebla N°52*, Enero-Junio 2018.

D'après *El Espectador*⁵⁷, après avoir constaté que 65 ex-combattants avaient été exécutés par des tueurs à gages, le Corps d'élite de la police s'est déployé dans les départements où les risques d'assassinats s'avèrent être les plus élevés tant pour les leaders sociaux que pour les anciens combattants en raison des luttes que se livrent des organisations criminelles pour occuper ces zones situées dans les départements suivants : Norte de Santander (Catatumbo), Arauca, Chocó, Antioquia, Córdoba, Nariño et Cauca⁵⁸.

2.3. Une multiplicité d'auteurs de persécution

Selon *El Espectador*⁵⁹, sur les 76 cas d'ex-guérilleros assassinés (août 2018), les auteurs présumés ont pu être identifiés dans 29 cas, et 18 d'entre eux ont pu être capturés. Les données recoupées par le Corps d'élite de la police conjointement avec le Conseil national de réincorporation (*Consejo Nacional de Reincorporación*) sous la coordination du délégué du FARC auprès de ce Conseil montrent que **les auteurs présumés sont des tueurs à gages, des bandes criminelles, des groupes armés organisés (parmi lesquels des membres de l'ELN et des AGC), ainsi que des dissidents des anciens FARC-EP.**

Des documents dont a pu prendre connaissance l'ONG *Human Rights Watch* (HRW)⁶⁰ montrent que de 2002 à 2008, des officiers étaient impliqués dans des meurtres connus sous le nom de « **faux positifs** » (*falsos positivos*), une pratique parfois systématique, consistant, grâce à l'aide d'informateurs rémunérés, à enlever des civils innocents et à les exécuter pour déclarer ensuite qu'ils s'agissaient de guérilleros. Ces exécutions sommaires, commises dans des circonstances qualifiées « d'in vraisemblables » par HRW, permettaient d'accroître le bilan positif de certaines unités de l'armée impliquées dans le conflit avec les FARC-EP.

D'après HRW⁶¹, s'il est vrai que les tribunaux colombiens ont condamné des centaines de militaires pour leur rôle dans ces exécutions extrajudiciaires, la grande majorité d'entre eux étaient issus des rangs inférieurs de l'armée tandis que les officiers supérieurs n'étaient le plus souvent pas inquiétés et que certains ont même été promus.

HRW⁶² s'est alarmée du fait qu'en décembre 2018, le gouvernement du nouveau président Iván Duque a nommé neuf gradés de l'armée nationale à des postes de haute responsabilité alors qu'il sont suspectés d'être impliqués dans des exécutions extrajudiciaires commises durant les années 2000. Parmi ces responsables figure le général Nicacio de Jesús Martínez Espinel, nommé à la tête de l'armée nationale.

De la même manière, l'article susmentionné du *Monde diplomatique* publié en août 2019⁶³ mentionne qu'au cours de l'été 2018 :

« Quatre anciens combattants démobilisés ont été assassinés à El Tarra (Catatumbo)⁶⁴. Certains évoquent les paramilitaires, qui agiraient de concert avec l'armée [...] qui, en dépit des accords de paix, poursuivent une stratégie d'éradication [...] qu'un récent article du *New York Times*⁶⁵ vient de révéler au grand public : "Le chef d'état-major colombien (...) a ordonné à ses troupes de doubler le nombre de criminels et de militants qu'elles tuent,

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *El Espectador*, 13/08/2018.

⁶⁰ HRW, *Colombia: New Army Commanders Linked to Killings*, 27/02/2019.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Le Monde diplomatique*, 01/08/2019.

⁶⁴ La Région du Catatumbo est située au nord du département de Santander.

⁶⁵ *The New York Times*, *Colombia's army new kill orders send chills down ranks*, 18/05/2019.

capturent ou forcent à se rendre lors des combats — y compris si cela implique davantage de pertes civiles." D'autres mentionnent l'EPL, soucieuse de régler de vieux comptes avec les concurrents d'hier. Les derniers parlent de la dissidence, qui s'en prendrait particulièrement à d'anciennes combattantes qui auraient eu la mauvaise idée de se mettre en couple avec des militaires ou des policiers⁶⁶ ».

Le Département d'Etat américain⁶⁷ rappelle **qu'il existe des liens avérés entre certains membres des forces armées nationales et certains groupes armés ou gangs criminels** : « Des organisations de défense des droits de la personne, des victimes et des enquêteurs gouvernementaux ont accusé certains membres des forces de sécurité gouvernementales de collaborer avec des gangs du crime organisé, dont d'anciens paramilitaires, ou de tolérer leurs activités ».

Cependant, la même source⁶⁸ souligne que **des efforts ont été accomplis pour demander des comptes aux responsables des exécutions extrajudiciaires** au cours desquelles des milliers de civils ont été tués et présentés faussement comme étant des combattants de la guérilla depuis la fin des années 1990 jusqu'à la fin des années 2000. Selon le Bureau du Procureur général cité par le Département d'Etat américain⁶⁹, **en mai 2018, un total de 1 176 membres des forces de sécurité avaient été condamnés dans des affaires liées à des « faux positifs », dont au moins huit colonels**. Au 20 mai 2018, 2 504 enquêtes étaient en cours sur des exécutions extrajudiciaires liées à des meurtres « faux positifs » sans compter 19 enquêtes impliquant des généraux à la retraite ou en service actif⁷⁰.

2.4. Une protection insuffisante des autorités

L'article publié en août 2019 par le *Monde diplomatique* insiste sur le fait que : « **Le risque de représailles n'est pas un mythe** [car] les "dissidents" cherchent à gonfler leurs rangs en recrutant leurs anciens camarades démobilisés durant le processus de paix [et peuvent les menacer en cas de refus]⁷¹ ».

Le journaliste et écrivain colombien Jorge Enrique Botero, interrogé dans une vidéo du média russe *Russia Today* (RT) en juin 2019⁷², attribue l'insécurité actuelle au fait que **le gouvernement ne fournit pas de garanties suffisantes aux anciens guérilleros des FARC-EP**, car, malgré les preuves qui s'accumulent, les autorités continuent de nier le caractère systématique des opérations à l'encontre d'ex-guérilleros et continue de soutenir qu'il s'agit de « cas isolés ».

Début août 2018, le média *Colombia Reports* a signalé qu'un an seulement « après avoir signé la paix et trois mois avant les élections, **le gouvernement a déclaré être à court de ressources** pour assurer la protection des quelque 14 000 membres démobilisés des FARC⁷³ ».

⁶⁶ Le Monde diplomatique, 01/08/2019.

⁶⁷ US Department of State, *2018 Country Reports on Human Rights Practices: Colombia*, 15/03/2019.

⁶⁸ USDOS, 15/03/2019.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ Le Monde diplomatique, 01/08/2019.

⁷² Russia Today (RT), Experto: "Pese a las evidencias, el Gobierno colombiano niega existencia de una operación sistemática contra exguerrilleros de las FARC", [avec vidéo], 19/06/2019.

⁷³ Colombia Reports, 24/01/2018.

En mars 2019, le Département d'Etat américain a rapporté⁷⁴ que : « Les membres des **FARC** qui ont participé au processus de paix ont allégué que **le gouvernement n'avait pas pleinement respecté ses engagements à assurer la sécurité des anciens combattants démobilisés** ou à faciliter leur réintégration ». De fait, le parti politique FARC s'est insurgé contre l'insécurité qui affecte les ex-guérilleros. Dans un communiqué relayé par la revue *Noche y Niebla* il a dénoncé le fait que : « Les ex-combattants des FARC-EP et les membres du parti FARC ont été l'objet de persécutions constantes de la part d'acteurs armés qui cherchent à démanteler l'application des accords de paix et à susciter la peur et panique parmi ceux qui croient en la réconciliation⁷⁵ ».

Interviewée en avril 2018 par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR)⁷⁶, la directrice du programme Amériques d'AI a livré son analyse sur la protection fournie par les autorités colombiennes :

« Les mesures de protection offertes aux victimes sont très limitées. Les organismes nationaux, régionaux et locaux de l'État et du gouvernement qui ont un rôle à jouer en matière de soutien aux victimes [font partie du] Système national de prise en charge et de réparation intégrale destiné aux victimes (*Sistema Nacional de Atención y Reparación Integral a las Víctimas - SNARIV*), créé en vertu de la loi 1448 de 2011, dont la coordination est assurée par l'Unité responsable des victimes [*Unidad para las Víctimas*] ».

La responsable d'AI a expliqué que « [Toutes] les victimes enregistrées [pouvaient] avoir accès à toute une gamme de services gouvernementaux qui devraient comprendre des mesures de protection, mais qui sont essentiellement limités à des mesures de réparation et à de l'aide humanitaire d'urgence et qui s'appliquent à toutes les victimes du conflit armé, y compris les victimes de dissidents de l'ELN et des FARC⁷⁷ ».

Par ailleurs, la directrice d'AI a souligné que : « Pour les victimes qui, [en raison de] leur position ou leurs activités, pourraient être exposées à un risque extraordinaire ou extrême, l'Unité nationale de protection [*Unidad Nacional de Protección, UNP*] a le mandat de fournir des mesures de protection qui dépendent de l'évaluation qu'elle fait du risque. Ces mesures sont pour la plupart des mesures relevant de la police qui visent des personnes en particulier. **À l'heure actuelle, la tâche de demander à l'État des mesures de protection incombe aux personnes ayant reçu des menaces**, qui vivent le plus souvent dans des régions éloignées [de la capitale] et doivent composer avec un système centralisé [trop éloigné] du contexte qui leur est familier. **Les mesures en vigueur ne permettent pas encore de répondre aux besoins sur le terrain et ne sont pas adaptées aux conditions de vie dans les régions où la majorité des cas de violence ont été signalés** depuis la signature de l'accord de paix⁷⁸ ».

Les Nations unies ont déployé plus de 400 observateurs internationaux de la paix pour surveiller le processus de normalisation⁷⁹. Réuni le 12 avril 2019, **le Conseil de sécurité de l'ONU s'est dit sérieusement préoccupé par la recrudescence d'assassinats** de dirigeants communautaires, de défenseurs des droits de l'homme et d'ex-combattants des

⁷⁴ US DOS, 15/03/2019.

⁷⁵ Banco de datos de violencia política, *Revista Noche y Niebla* N°52, 01/06/2018, n°52, p.110.

⁷⁶ Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), *Colombie : information sur l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional - ELN), y compris sur le nombre de combattants et les zones d'opération; ses activités, y compris sa capacité de suivre ses victimes; l'intervention de l'État et la protection offerte aux victimes* (2016-avril 2018), [COL106085.EF], 23/04/2018CISR, 23 /04/2018.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Colombia Reports, 24/01/2018.

FARC-EP et s'est interrogé sur les garanties de sécurité effectivement offertes aux civils par les autorités colombiennes dans le cadre du processus de paix⁸⁰.

Dans un communiqué de presse daté du 4 juin 2019, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR) a indiqué que **des experts de l'ONU ont lancé un appel aux autorités colombiennes pour qu'elles protègent les droits et libertés des ex-combattants des FARC-EP, ainsi que de leurs familles**, au moment de leur transition à la vie civile. Ils ont également demandé que des enquêtes et des poursuites équitables et impartiales soient menées pour les meurtres et les actes d'agression, d'intimidation, de harcèlement ou de représailles commis par les forces armées nationales ou les groupes armés⁸¹. Ces experts de l'ONU⁸² ont rappelé que **les assassinats ciblés d'ex-combattants constituent une violation des garanties convenues par la Colombie**, le respect de la vie de tous ceux qui déposent des armes étant exigé dans le cadre de l'accord de paix.

En réponse aux appels répétés à l'action des autorités, le président Iván Duque a annoncé fin juin 2019 plusieurs mesures, dont la création, sous tutelle du ministère de la Défense, d'un organe de centralisation et coordination des informations (*Centro Integrado de Información y Coordinación*). Ce Centre aura pour mission d'évaluer les menaces auxquelles sont exposés les ex-combattants afin de pouvoir mieux les protéger. Il disposera à cet effet de 25 membres de la police judiciaire qui seront chargés de conduire les enquêtes⁸³.

3. Les groupes de guérilla réfractaires au processus de paix actuel

3.1. Les dissidents des FARC-EP

3.1.1. Les forces actuelles et leur organisation

Dans son rapport portant sur l'année 2018 en Colombie⁸⁴, le Département d'Etat américain a évalué que le nombre de dissidents des FARC n'ayant pas participé au processus de paix se situerait entre 800 à 1 500 membres. En avril 2019, *InSight Crime*⁸⁵, une fondation qui publie des enquêtes et des analyses sur le crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes, a fourni l'estimation suivante : « Environ **2 500 dissidents des FARC ont actuellement pris les armes**. Ils sont répartis en **37 groupes différents**, présents dans **18 départements** et **120 municipalités**, en particulier dans les zones d'influence historiques des FARC telles que Guaviare, Vichada, Cauca, Putumayo et Meta⁸⁶ ». D'après la même source : « Toutes ces structures ne sont pas égales. Elles varient considérablement en termes de nombre, de capacité en armes, de leadership, d'alliances avec d'autres groupes, de rivalités et de participation à des économies illégales. Par

⁸⁰ ONU, 12/04/2019.

⁸¹ ONU, OHCHR, *Colombia: Expertos de la ONU condenan los ataques contra excombatientes reincorporados e instan a que se respete el proceso de paz*, [communiqué de presse], 04/06/2019.

⁸² *Ibid.*

⁸³ El Universo, *Gobierno de Colombia dará más protección a exguerrilleros de las FARC tras asesinatos*, 27/06/2019 ; France 24, *Presidente de Colombia anuncia medidas de protección ante ola de asesinatos contra ex-FARC*, 28/06/2019.

⁸⁴ US DOS, 15/03/2019.

⁸⁵ InSight Crime est une fondation qui publie des enquêtes et des analyses sur le crime organisé en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cette organisation reçoit des financements de plusieurs Etats (Royaume-Uni, Allemagne, Suisse) et de l'Open Society Foundation, et dispose de bureaux à Washington D.C., ainsi qu'à Medellín, en Colombie.

⁸⁶ InSight Crimes, *Gentil Duarte's Master Plan to Reunite Colombia's FARC Dissidents*, 03/04/2019.

exemple, les 1^{er} et 7^{ème} Fronts, dirigés respectivement par Gentil Duarte et Iván Mordisco, sont les plus importants groupes dissidents des FARC⁸⁷ ».

Lors des négociations pour les accords de paix de juillet 2016 à la Havane, parmi les dizaines de fronts que compte les FARC-EP, le 1^{er} Front s'est désolidarisé du processus en cours et a refusé de se démobiliser. En avril 2017, ce front séditieux conduit par Gentil Duarte a formalisé sa position dissidente dans un communiqué qui accusait le Secrétariat des FARC-EP de « trahison ». Il a été rejoint par neuf fronts dissidents, une colonne mobile et sept milices urbaines⁸⁸.

D'après *Insight Crimes*, le **1^{er} Front est composé d'au moins 400 membres** et doté d'une structure de direction horizontale avec une base opérationnelle située dans le village de Barranquillita dans la municipalité de Miraflores du département de Guaviare. **Il représente sans doute actuellement le groupe d'ex-FARC le plus puissant** et continuera probablement sur cette voie, au vu de son expansion dans le sud du pays dans les principales zones de trafic de drogue⁸⁹.

3.1.2. Les zones d'implantation

Selon *Insight Crime*, historiquement, « les FARC sont particulièrement présentes dans la région des Plaines de l'Est du pays, près de la frontière avec le Venezuela, et dans les départements du sud-ouest du Cauca, de la Valle del Cauca et du Nariño. Les FARC sont également présentes dans les départements occidentaux du Chocó et d'Antioquia⁹⁰».

Depuis que Gentil Duarte a conclu une alliance avec d'autres fronts, le 1^{er} Front a pris de l'ampleur, notamment dans les départements de Guaviare (municipalités de Calamar, Miraflores et el Retorno) et Meta, tout en gardant le contrôle sur les routes du trafic de drogue de Vichada jusqu'au Venezuela. Il est aussi très présent dans les départements de Vaupés (à Cararurú, Pocoa et Taraira), et de Guainía (à Mapiripana, Morichal Nuevo et Pana Pana, à la frontière du Brésil). Des membres du 1^{er} Front ont également été signalés dans le nord du département d'Amazonas, en particulier près de la frontière à Vaupés⁹¹.

Grâce à diverses alliances, il est également présent dans le département de Caqueta (surtout à San Vicente del Caguán grâce au soutien du 7^{ème} Front), et accroît son contrôle sur une partie de la frontière avec le département de Putumayo (surtout à Puerto Guzmán) qui constitue une zone importante de production de coca⁹². Une carte suivante publiée par *Colombia Reports*⁹³ permet de visualiser les zones d'activité des dissidents des FARC-EP.

Pour *Insight Crimes*⁹⁴, le nouvel objectif du 1^{er} Front est de s'implanter dans le département de Nariño, où règne le plus grand trafic de drogue du pays. La stratégie de ce groupe armé est de s'enrichir en parvenant à contrôler tous les rouages du trafic de drogue, de la production au transport et à la vente.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Insight Crimes, 1st Front Dissidence (Ex-FARC)*, 13/07/2019.

⁸⁹ *Insight Crimes*, 13/07/2019.

⁹⁰ *Insight Crimes, Colombia organized crime news, FARC Profile*, 03/03/2017.

⁹¹ *Insight Crimes*, 13/07/2019.

⁹² *Ibid.*

⁹³ *Colombia Reports, Colombia's illegal armed groups (maps): FARC dissidents activity* (January 1, 2017 to June 30, 2018), s.d.

⁹⁴ *Ibid.*

3.1.3. Les alliances des dissidents des FARC-EP

Après avoir affronté l'ELN de 2005 à 2009, les FARC-EP se sont par la suite entendues avec cette organisation, puis celles-ci ont même conduit des attaques conjointes. Depuis la démobilisation de groupes armés, de nouvelles organisations criminelles liées au trafic de drogue sont apparues. Désignées sous le nom de BACRIM (de l'espagnol « *bandas criminales* »), elles ont été combattues par endroits par des groupes dissidents des FARC-EP soucieux de reprendre le contrôle des territoires lucratifs abandonnés par cette organisation⁹⁵.

Insight Crimes signale que des membres 1^{er} Front des ex-FARC-EP se seraient alliés avec ceux des anciens fronts 14, 15, 17, 27, 33, 40, 42, 43 et 44⁹⁶, et auraient conclu une alliance avec *Los Urabeños* dans le Guaviare ainsi qu'une autre alliance avec d'anciens membres du 32^{ème} Front des FARC-EP afin d'étendre leur influence au sud du département du Putumayo, le long de la frontière équatorienne⁹⁷.

Plus généralement, les fronts dissidents des ex-FARC-EP ont, par endroits, conclu des alliances avec l'ELN, que certains anciens combattants des FARC-EP auraient même rejointe⁹⁸.

3.1.4. Mode opératoire, repérage des cibles, et exactions commises

Selon *Insight Crime*⁹⁹, les dissidents des FARC-EP « disposent d'un vaste réseau d'experts logistiques en matière d'attentats à la bombe, de transport, d'enlèvement, de trafic d'armes, de stockage de nourriture, etc., et gèrent des groupes de miliciens dans les villes ». Par ailleurs, afin de conforter son pouvoir dans les départements de **Meta, Guaviare et Vaupés**, la dissidence du 1^{er} Front s'est engagée depuis 2016 dans diverses activités criminelles, parmi lesquelles figurent le harcèlement et l'attaque des forces de sécurité avec des explosifs, mais également le recrutement forcé, l'extorsion et les menaces à l'encontre de la population civile¹⁰⁰.

Le CICR a fait observer que « **le plus grand défi** [posé par la résurgence des groupes armés héritiers des anciennes FARC-EP] **est peut-être l'opacité qui entoure les activités et le *modus operandi* de certains de ces groupes**¹⁰¹ ».

Dans un rapport publié fin 2018¹⁰² consacré à la situation sécuritaire dans **la municipalité de Tumaco, située dans le département de Nariño** (sud-ouest de la Colombie sur la côte pacifique), l'ONG HRW a souligné que **le mode opératoire des dissidences des FARC-EP pour dominer une région consiste en « extorsion, restriction des déplacements, contrôle social et menaces »**. D'après HRW, le Registre colombien des victimes a recensé qu'entre 2017 et 2018, plus de 2 300 habitants de Tumaco ont signalé avoir été victimes de menaces émanant de groupes armés, soit l'un des chiffres les plus élevés en Colombie.

⁹⁵ Insight Crimes, *Colombia organized crime news: FARC Profile*, 03/03/2017;

⁹⁶ Insight Crimes, 13/07/2019.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Insight Crimes, 03/03/2017.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Insight Crimes, 13/07/2019.

¹⁰¹ CICR, 06/12/2018.

¹⁰² Human Rights Watch (HRW), *Recycled violence: Abuses by FARC Dissident Groups in Tumaco on Colombia's Pacific Coast*, 13/12/2018.

HRW¹⁰³ signale **le cas du Front Oliver Sinisterra, un bloc dissident des FARC-EP qui sévit à la frontière avec l'Équateur dans le département de Nariño**, particulièrement dans la municipalité de Barbacoas. Ce Front armé qui aurait déclaré qu'il n'y avait « pas de place » pour les « voleurs, dénonciateurs, violeurs et kidnappeurs » a fait circuler une brochure établissant des règles de conduite visant à « rétablir l'ordre » dans les quartiers qu'il contrôle. Il a notamment chargé des individus de faire respecter les règles et d'appliquer des sanctions aux contrevenants comprenant des représailles pour les infractions « graves » pouvant aller jusqu'à la torture ou la mort.

D'après un article publié par la BBC¹⁰⁴ en avril 2018, le Front Oliver Sinisterra est issu de la Colonne mobile Daniel Aldana des FARC-EP et porte cette dénomination en l'honneur d'un ancien commandant de cette colonne, mort dans un bombardement en 2014. Ce bloc dissident, composé de quelque 250 à 400 guérilleros lourdement armés et pour la plupart originaires de la région de Tumaco dans le département de Nariño, a connu des divergences avec les dirigeants des FARC et a refusé de se soumettre au processus de paix.

Dirigé par Walter Arisala, alias Guacho, ce Front doit son expansion rapide au contrôle des rivières et des routes stratégiques dans les territoires où il opère. Il est considéré par les experts comme le groupe armé disposant du plus grand accès aux ressources générées par le trafic de drogue et dont les actions sont faiblement motivées par un facteur idéologique. Il a également acquis une certaine base sociale grâce à des alliances avec des personnes impliquées dans le narcotrafic et certains propriétaires fonciers et colons¹⁰⁵.

HRW¹⁰⁶ explique que les habitants de Tumaco, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines, se retrouvent aujourd'hui sous le contrôle étroit de ces groupes dissidents des FARC-EP, qui ont posté des gardes en plusieurs endroits stratégiques afin de surveiller leurs allées et venues, ce qui a incité les résidents à limiter leurs déplacements. HRW souligne que les personnes en provenance d'une zone contrôlée par un groupe rival sont rapidement signalées et risquent d'être menacées, enlevées voire tuées.

Selon les témoignages qu'a pu recueillir HRW auprès des habitants, les groupes armés présents à Tumaco pratiquent l'extorsion généralisée et trouvent des prétextes arbitraires pour taxer les habitants. D'après les chiffres du gouvernement, depuis 2017, plus de 9 000 personnes ont fui Tumaco en raison de la violence et des menaces, classant cette municipalité parmi celles ayant le taux de déplacement forcé le plus élevé du pays, un chiffre vraisemblablement sous-estimé en raison de l'interdiction faite aux civils par certains groupes armés de signaler leurs déplacements¹⁰⁷.

3.2. L'Armée de libération nationale (ELN)

3.2.1. L'ELN, ses objectifs, son évolution récente

L'Armée de libération nationale (*Ejército de Liberación Nacional*, ELN) est une organisation armée fondée en 1964 par un petit groupe de militants revenus de Cuba, inspirés par l'idéologie marxiste-léniniste (de tendance guévariste) et la théologie de la libération¹⁰⁸, un courant de l'Église catholique naguère actif en Amérique Latine. Selon l'article du *Monde*

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ BBC Mundo, *Colombia: qué es el Frente Oliver Sinisterra, el grupo disidente de las FARC al que acusan de la muerte del equipo de prensa de El Comercio de Ecuador*, 13/04/2018.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ HRW, 13/12/2018.

¹⁰⁷ HRW, 13/12/2018.

¹⁰⁸ OSPINA Hernando Calvo, *Colombie : Derrière le Rideau de fumée, histoire du terrorisme d'Etat*, Pantin, Le Temps des cerises, 2008, p. 111; Insight Crimes, 16/10/2018.

diplomatique d'août 2019 précité¹⁰⁹, la proximité de l'ELN avec ce courant religieux « lui offre une tribune importante auprès de la population dans un pays profondément catholique comme la Colombie ».

Les pourparlers entre le gouvernement et l'ELN entamés en février 2017 ont abouti à un cessez-le-feu dans la période du 1^{er} octobre 2017 au 10 janvier 2018, date à laquelle les autorités ont suspendu les négociations après qu'un groupe de combattants de l'ELN a perpétré de nouvelles attaques¹¹⁰. Depuis, l'ELN « a perpétré des attaques armées dans tout le pays pendant une grande partie de l'année 2018, en particulier après la conclusion du bref cessez-le-feu bilatéral¹¹¹ ». Les pourparlers de paix entre l'ELN et le gouvernement Santos se sont finalement achevés sans résultat en août 2018, et l'administration du nouveau président Ivan Duque a suspendu ceux-ci jusqu'à ce que l'ELN accepte de nouvelles conditions préalables aux négociations¹¹².

3.2.2. Les forces actuelles et leur organisation

Le nombre de combattants de l'ELN varie selon les sources. Le Département d'Etat américain estime que l'ELN est constituée d'environ 2 000 combattants armés tandis que pour *Insight Crimes* elle rassemblerait environ 2 500 combattants¹¹³.

D'après *Insight Crimes*¹¹⁴, le leader de l'ELN est le « commandant en chef » Nicolás Rodríguez Bautista *alias* Gabino. La Direction nationale (*Dirección Nacional*) est composée de 23 membres, et un Commandement central (*Comando Central*, COCE) compte cinq commandants affectés à cinq fonctions : affaires militaires, fonctions politiques, affaires internationales, fonctions financières et communication (entre le COCE et les "Fronts de guerre").

3.2.3. Les zones d'implantation

Relayant un article du media *El Espectador* paru le 26 octobre 2016¹¹⁵, la CISR¹¹⁶ a indiqué que l'ELN serait présente dans 109 municipalités en Colombie et que ses combattants se diviseraient en cinq « fronts de guerre » (Est, Nord-Est, Darío Ramírez, Sud-Ouest et Ouest), eux-mêmes composés de fronts [*frentes*], de compagnies [*compañías*] et de colonnes [*columnas*], ainsi que d'un bataillon [*batallón*].

Plus récemment, *Insight Crimes* a estimé que l'ELN est active dans neuf des 32 départements et bien implantée dans le nord-est du pays, où elle a eu tendance à accroître ses activités en direction du Venezuela au cours de ces derniers mois¹¹⁷. Une carte publiée par *Colombia Reports*¹¹⁸ présente les zones d'activité de l'ELN.

¹⁰⁹ Le Monde diplomatique, 01/08/2019.

¹¹⁰ CISR, 23/04/2018; *Insight Crimes*, 16/10/2018.

¹¹¹ US DOS, 15/03/2019.

¹¹² US DOS, 15/03/2019 ; *Insight Crimes*, 16/10/2018.

¹¹³ *Insight Crimes*, 16/10/2018.

¹¹⁴ *Ibid.*

¹¹⁵ *El Espectador*, *Radiografía militar del Eln*, 26/10/2016.

¹¹⁶ Canada, CISR, 23/04/2018.

¹¹⁷ *Insight Crimes*, 16/10/2018.

¹¹⁸ *Colombia Reports*, *Colombia's illegal armed groups (maps): ELN activity (January 2017 to June 30, 2018)*, s.d.

3.2.4. Les alliances passées par l'ELN

D'après Insight Crimes : « Ces dernières années, [...] les groupes de guérilla [de l'ELN] ont coopéré [avec ceux des FARC-EP] lors d'opérations militaires, [ils ont] échangé des otages, lancé des campagnes politiques conjointes et travaillé ensemble en ciblant les sociétés minières et pétrolières multinationales¹¹⁹ ».

Par ailleurs, l'ELN se serait rapprochée d'organisations de trafiquants de drogue telles que *Los Rastrojos*¹²⁰. L'ELN a accru le rôle qu'elle joue dans **le trafic de stupéfiants** depuis la démobilisation des FARC-EP¹²¹.

3.2.5. Mode opératoire, repérage des cibles, et exactions commises

L'ELN commet des crimes et des actes de terreur dans tout le pays - y compris des attentats à la bombe, des violences contre les populations civiles et des attaques violentes contre les installations militaires et policières¹²².

Au plan opérationnel, l'ELN agit en déployant des troupes (colonnes et des "Fronts de guerre") sur le terrain¹²³. Elle compte également des milices dans certaines grandes villes et de nombreux petits villages où elle est implantée¹²⁴. Selon la Fondation pour la paix et la réconciliation (*Fundación Paz y Reconciliación*) relayé par le CISR¹²⁵ : « L'ELN a conservé un réseau de collaborateurs dans les villes, lesquels sont responsables de mener à bien les tâches de nature logistique et politique ».

Interrogée le 17 avril 2018 par le CISR¹²⁶ sur la capacité de l'ELN à suivre ses victimes, la directrice du programme Amérique d'AI a déclaré que : « Il est possible de dire que, compte tenu de la structure en pleine expansion [de l'ELN] - laquelle a maintenant accru sa présence dans plusieurs régions du pays -, **l'ELN pourrait être en mesure de suivre une cible qui se déplace à travers la Colombie** ».

D'après l'article susmentionné du *Monde diplomatique* d'août 2019¹²⁷ : « La guérilla affirme sa présence par le contrôle social qu'elle exerce sur la population. Tout cela est facilité par l'absence d'État [notamment dans] le Catatumbo, une zone riche en ressources naturelles, mais pauvre en investissements économiques. Les infrastructures publiques sont quasi-inexistantes ».

Cité dans cet article¹²⁸, Carlos Medina Gallego, enseignant-chercheur à l'Université nationale de Colombie à Bogotá, explique la stratégie de l'ELN :

« L'ELN a pris ses distances avec le modèle de guerre ouverte des FARC. Elle n'a pas l'objectif de croître en tant qu'armée régulière. Les guérilleros de l'ELN ont développé un

¹¹⁹ Insight Crimes, 16/10/2018.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ The Guardian, *Farc deal opens path for Colombia's other rebels: 'The future has to be about war'*, 07/01/2018.

¹²² US DOS, 15/03/2019.

¹²³ Insight Crimes, 16/10/2018.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ CISR, 23 /04/2018.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Le Monde diplomatique, 01/08/2019.

¹²⁸ *Ibid.*

modèle dit de "guerre flottante". Pas de front, aucun théâtre d'opérations ni même de territoire administré. Mais **la guérilla exerce un contrôle sur la population dans les zones où elle est active** : elle prélève l'impôt, désigne les candidats aux élections, infiltre les organisations sociales. Certes, l'ELN dispose de campements dans lesquels se trouvent les commandants, mais **l'essentiel de ses forces sont des unités spéciales chargées de mener des actions contre des cibles** militaires, politiques et économiques. **Ces unités, formées de *milicianos* [miliciens], se fondent au sein de la population. Elles sont invisibles** ».

Bibliographie

(Sites web consultés en août 2019)

Ouvrage

OSPINA Hernando Calvo, *Colombie : Derrière le Rideau de fumée, histoire du terrorisme d'Etat*, Pantin, Le Temps des cerises, 2008, 406 p.

Organisations internationales

Nations unies, OHCHR, *Colombia: Expertos de la ONU condenan los ataques contra excombatientes reincorporados e instan a que se respete el proceso de paz*, communiqué de presse, 04/06/2019,

<https://www.hchr.org.co/index.php/informacion-publica/comunicados-de-prensa/440-ano-2019/9049-colombia-expertos-de-la-onu-condenan-los-ataques-contra-excombatientes-reincorporados-e-istan-a-que-se-respete-el-proceso-de-paz>

Nations unies, *Security Council 8511th meeting*, [S/PV.8511], 12/04/2019,

https://colombia.unmissions.org/sites/default/files/en_records_meeting_april_12_2019_s_pv.8511_e.pdf

Institutions gouvernementales

France Diplomatie, *Présentation de la Colombie*, 04/04/2019,

<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/colombie/presentation-de-la-colombie/>

Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), *Colombie : information sur l'Armée de libération nationale (Ejército de Liberación Nacional - ELN), y compris sur le nombre de combattants et les zones d'opération; ses activités, y compris sa capacité de suivre ses victimes; l'intervention de l'État et la protection offerte aux victimes* (2016-avril 2018), [COL106085.EF], 23/04/2018,

<https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/rdi/Pages/index.aspx?doc=457464&pls=1>

Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), *Colombie : information sur les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia - FARC), y compris la démobilisation d'anciens combattants; les groupes dissidents, y compris le nombre de combattants, les zones d'opération, les activités et l'intervention de l'État* (2016-avril 2018), [COL106084.EF], 18/04/2018,

<https://irb-cisr.gc.ca/fr/renseignements-pays/rdi/Pages/index.aspx?doc=457463&pls=1>

Colombie, Alto Comisionado para la paz, *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*, 24/11/2016, 310 p.

<http://www.altocomisionadoparalapaz.gov.co/procesos-y-conversaciones/Documentos%20compartidos/24-11-2016NuevoAcuerdoFinal.pdf>

Colombie, *ABC del Acuerdo final, Cartilla pedagógica*, 2016,

<https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/cartillaabcdelacuerdofinal2.pdf>

Etats-Unis, Department of State, *2018 Country Reports on Human Rights Practices: Colombia*, 15/03/2019, <https://www.state.gov/reports/2018-country-reports-on-human-rights-practices/colombia/>

Colombie, Agencia para la Reincorporación y la Normalización (ARN), *La Reincorporación, Espacios Territoriales de Capacitación y Reincorporación (ETCR)*, s.d.

<http://www.reincorporacion.gov.co/es/reincorporacion/Paginas/Los-ETCR.aspx>

Colombie, Agencia para la Reincorporación y la Normalización (ARN), *La Reintegración ¿Qué es la Reintegración?*, s.d.

<http://www.reincorporacion.gov.co/es/la-reintegracion/Paginas/quees.aspx>

ONG

Human Rights Watch (HRW), *Colombia: New Army Commanders Linked to Killings*, 27/02/2019,

<https://www.hrw.org/news/2019/02/27/colombia-new-army-commanders-linked-killings>

Amnesty International (AI), *Colombia 2017/2018*, s. d.

<https://www.amnesty.org/es/countries/americas/colombia/report-colombia/>

Human Rights Watch (HRW), *Recycled violence: Abuses by FARC Dissident Groups in Tumaco on Colombia's Pacific Coast*, 13/12/2018,

https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/colombia1218_web.pdf

Instituto de Estudios sobre Paz y Desarrollo (Indepaz), *Localized armed conflicts. Report on illegal armed groups in Colombia 2017-2018*, 12/12/2018,

http://www.indepaz.org.co/wp-content/uploads/2018/12/Illegal_Armed_Groups_Colombia_2017_2018_Final.pdf

Comité international de la Croix Rouge (CICR), *Cinq conflits armés – que se passe-t-il actuellement en Colombie ?*, 06/12/2018,

<https://www.icrc.org/fr/document/cinq-conflits-armes-que-se-passe-t-il-actuellement-en-colombie>

Banco de datos de violencia política, *Revista Noche y Niebla N°52*, 01/06/2018,

<https://www.nocheyniebla.org/wp-content/uploads/u1/57/Niebla57.pdf>

Think Tanks et fondations

Fundación Ideas para la Paz (FIP), *¿Cómo están las condiciones de seguridad de los excombatientes de las FARC?*, 03/08/2019,

<http://www.ideaspaz.org/publications/posts/1771>

Fundación Ideas para la Paz (FIP), *Crimen organizado y saboteadores armados en tiempos de transición : radiografía necesaria*, 15/07/2017,
http://ideaspaz.org/media/website/FIP_crimenorganizado.pdf

Insight Crimes, *1st Front Dissidence (Ex-FARC)*, 13/07/2019,
<https://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/first-front-dissidence/>

Insight Crimes, *Gentil Duarte's Master Plan to Reunite Colombia's FARC Dissidents*, 03/04/2019,
<https://www.insightcrime.org/news/analysis/gentil-duarte-unify-farc-dissidents-colombia/>

Insight Crimes, *Colombia organized crime news: ELN Profile*, 16/10/2018,
<https://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/eln-profile/>

Insight Crimes, *Colombia organized crime news: FARC Profile*, 03/03/2017,
<https://www.insightcrime.org/colombia-organized-crime-news/farc-profile/>

Médias

Le Monde diplomatique, *Ici, c'est la guérilla qui dirige*, 01/08/2019,
<https://www.monde-diplomatique.fr/2019/08/RAMIREZ/60143>

France 24, *La "preocupación" de la ONU en Colombia es el asesinato de líderes sociales y exguerrilleros*, 14/07/2019,
<https://www.france24.com/es/20190714-colombia-onu-asesinato-lideres-exguerrilleros>

El Universo, *Gobierno de Colombia dará más protección a exguerrilleros de las FARC tras asesinatos*, 27/06/2019,
<https://www.eluniverso.com/noticias/2019/06/27/nota/7397943/gobierno-colombia-dara-mas-proteccion-exguerrilleros-farc-tras>

The New York Times, *Colombia's army new kill orders send chills down ranks*, 18/05/2019,
<https://www.nytimes.com/2019/05/18/world/americas/colombian-army-killings.html>

El Espectador, *Los exguerrilleros buscados por Interpol*, 09/01/2019,
<https://www.elespectador.com/noticias/judicial/los-exguerrilleros-buscados-por-interpol-articulo-833171>

El Espectador, *Así están asesinando los exguerrilleros de las Farc*, 13/08/2018,
<https://www.elespectador.com/colombia2020/pais/asi-estan-asesinando-los-exguerrilleros-de-las-farc-articulo-857018>

France 24, *Presidente de Colombia anuncia medidas de protección ante ola de asesinatos contra ex-FARC*, 28/06/2019,
<https://www.france24.com/es/20190628-colombia-medidas-proteccion-asesinatos-farc>

Le Monde, *Ivan Duque, le candidat de la droite, remporte la présidentielle en Colombie*, 17/06/2018, https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2018/06/17/la-colombie-vote-pour-departager-un-duel-inedit-a-la-presidentielle_5316657_3222.html

Colombia Reports, *Colombia's illegal armed groups (maps): ELN activity (January 2017 to June 30, 2018)*, s.d., <https://colombiareports.com/colombia-illegal-armed-groups-maps/#eln>

Colombia Reports, *Colombia's illegal armed groups (maps): FARC dissidents activity (January 1, 2017 to June 30, 2018)*, s.d., <https://colombiareports.com/colombia-illegal-armed-groups-maps/#farc>

BBC Mundo, *Colombia: qué es el Frente Oliver Sinisterra, el grupo disidente de las FARC al que acusan de la muerte del equipo de prensa de El Comercio de Ecuador*, 13/04/2018, <https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-43762143>

Colombia Reports, *Colombia 'exhausted protection measures' for former FARC guerrillas: interior minister*, 24/01/2018, <https://colombiareports.com/colombia-exhausted-protection-measures-former-farc-guerrillas-interior-minister/>

The Guardian, *Farc deal opens path for Colombia's other rebels: 'The future has to be about war'*, 07/01/2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/jan/07/colombia-eln-rebels-farc>

Le Monde, *En Colombie, l'ex-guérilla des FARC lance son parti*, 01/09/2017, https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/09/01/l-ex-guerilla-des-farc-lance-son-parti_5179320_3222.html

El Espectador, *Radiografía militar del Eln*, 26/10/2016, <https://www.elespectador.com/colombia2020/pais/radiografia-militar-del-eln-articulo-854906>

Vidéos

Cable News Network (CNN), *Al menos 130 excombatientes de las FARC han sido asesinados tras la firma de la paz en Colombia*, [video 03 : 11], 20/06/2019, <https://cnnspanol.cnn.com/video/asesinatos-exguerrilleros-farc-acuerdo-paz-amenazas-colombia-ivan-duque-pkg-fernando-ramos/>

Russia Today (RT), *Experto: "Pese a las evidencias, el Gobierno colombiano niega existencia de una operación sistemática contra exguerrilleros de las FARC"*, [vidéo 05 : 38], 19/06/2019, <https://actualidad.rt.com/video/318484-colombia-asesinato-exguerrilleros-farc>

Autres

Peace Brigades International (PBI), *"Colombia 2018: Integral accompaniment in time of uncertainties"*, 04/06/2018, <https://pbicolombia.org/2019/06/04/2018-integral-accompaniment-in-time-of-uncertainties/>

FARC-EP, « Asesinados dos excombatientes de la FARC en Antioquia », 16/01/2018, <https://www.farc-ep.co/comunicado/asesinados-dos-excombatientes-de-la-farc-en-antioquia.html?#>